

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 10.1 de l'ordre du jour

CX/CAC 26/49/17 Add.1

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quarante-neuvième session

Centre international de conférences de Genève (CICG), Genève (Suisse)

6 - 10 juillet 2026

QUESTIONS ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS

LA QUESTION DE LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS DANS LES CONFÉRENCES RÉGIONALES DE LA FAO DE 2026

1. La question de la sécurité sanitaire des aliments en tant que catalyseur stratégique de la mise en place de systèmes agroalimentaires résilients, inclusifs et durables a été abordée aux cinq conférences régionales de la FAO – pour l'Afrique, pour l'Asie et le Pacifique, pour l'Europe, pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour le Proche-Orient et l'Afrique du Nord –, qui se sont tenues de mars à mai 2026. Les conclusions des conférences régionales apportent des éclairages utiles aux activités normatives et opérationnelles de l'Organisation.
2. Lors des conférences de 2026, la sécurité sanitaire des aliments a été érigée en priorité transversale et systémique pour la transformation des systèmes agroalimentaires car elle renforce la résilience, la durabilité et la préparation aux crises, en particulier dans les régions touchées par le stress climatique, les menaces transfrontières et les situations de fragilité.
3. Dans toutes les régions, la sécurité sanitaire des aliments – et à travers elle les mesures sanitaires et phytosanitaires et le respect des normes du Codex – a été vue comme un élément essentiel de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la santé publique, ainsi que comme une condition préalable à la sûreté des échanges commerciaux, à l'accès aux marchés et au développement des filières. Plusieurs régions ont en outre établi un lien entre la sécurité sanitaire des aliments et la surveillance intégrée, les systèmes d'alerte rapide et les outils numériques et fondés sur les données, notamment l'intelligence artificielle et les systèmes de traçabilité, à l'appui de la gestion des risques multiples. Dans certains contextes régionaux, la sécurité sanitaire des aliments a été associée à des programmes de développement durable de portée plus générale, axés notamment sur la résilience des chaînes d'approvisionnement, la réduction des pertes et du gaspillage alimentaires, la bioéconomie circulaire et les chaînes de valeur inclusives. Parmi les difficultés persistantes figurent la fragmentation des systèmes, le manque de moyens et les inégalités qui touchent les petites et moyennes entreprises, les agriculteurs familiaux et les petits exploitants. La volonté politique, les investissements soutenus et la prévisibilité des financements ont été présentés comme des facteurs essentiels en vue de surmonter ces difficultés.
4. Toutes les régions avaient en commun l'objectif d'intégrer la sécurité sanitaire des aliments dans les approches «Une seule santé», qui font le lien entre la santé humaine, la santé animale, la santé végétale et la santé environnementale, mais aussi les risques liés aux zoonoses et à la résistance aux antimicrobiens. Les conférences ont également mis en évidence une évolution vers des approches préventives, fondées sur la science et l'évaluation des risques le long du continuum «de la ferme au marché», qui consistent à mettre l'accent sur les interventions menées en amont dans les domaines de la production primaire, des intrants et de la santé des végétaux, plutôt que de s'appuyer en premier lieu sur le contrôle des produits finis.

Recommandations adressées à la FAO:

5. Les conférences régionales ont mis en évidence le rôle fédérateur de la FAO, qui aide les États membres à mettre en place des modalités de contrôle alimentaire coordonnées, fondées sur les risques et adaptées aux priorités régionales dans les systèmes agroalimentaires.

6. Dans toutes les régions et dans plusieurs domaines prioritaires, la FAO a été invitée à soutenir le renforcement intégré, préventif et à l'échelle du système de la sécurité sanitaire des aliments, et notamment à:
- renforcer les systèmes de contrôle des aliments et cadres réglementaires nationaux, notamment les services d'inspection, de suivi et de surveillance, ainsi que les services d'analyse, conformément au Codex;
 - faciliter le commerce sans risque et l'application des normes grâce à une participation renforcée au Codex, à la mise en œuvre de mesures sanitaires et phytosanitaires et à l'harmonisation régionale;
 - renforcer la gouvernance, la coordination multisectorielle et l'intégration de la sécurité sanitaire des aliments dans les cadres de l'approche «Une seule santé»;
 - promouvoir des approches fondées sur les risques et préventives, notamment l'analyse des risques et les systèmes de contrôle préventif de la sécurité sanitaire des aliments tout au long des chaînes de valeur, ainsi qu'à renforcer la communication sur les risques et la culture de la sécurité sanitaire des aliments;
 - mettre en place des systèmes intégrés de surveillance, de suivi multirisques, d'alerte rapide et de données visant à favoriser une prise de décision réactive et fondée sur des données factuelles;
 - améliorer la résilience et la préparation aux crises en intégrant la sécurité sanitaire des aliments dans les interventions d'urgence, les activités de renforcement de la résilience des chaînes d'approvisionnement et la préparation aux chocs;
 - lorsque la question revêt un intérêt régional:
 - lutter contre les risques émergents et remédier aux problèmes de durabilité, notamment la résistance aux antimicrobiens, les organismes nuisibles et maladies transfrontières et les risques liés au climat et aux intrants, et promouvoir des approches sans risque de la lutte contre les pertes et gaspillages de nourriture ainsi que les pratiques de bioéconomie circulaire;
 - soutenir des chaînes de valeur inclusives et résilientes, en prêtant particulièrement attention aux petits exploitants, aux petites et moyennes entreprises et aux agriculteurs familiaux, et améliorer l'accès et la participation équitables aux marchés;
 - promouvoir la transition numérique et l'innovation, notamment l'adoption d'outils numériques, de l'intelligence artificielle, de systèmes de traçabilité et de plateformes de données.